



HAL
open science

Introduction

Jacques Fontanel, Jean-François Guilhaudis

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Jean-François Guilhaudis. Introduction. ARES, 1986, La course aux armements et le désarmement, 1986, pp.3-10. hal-02510039

HAL Id: hal-02510039

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02510039v1>

Submitted on 17 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

Le Désarmement pour le Développement

Fontanel, J., Guilhaudis, J.F.

Le Désarmement pour le Développement ARES, Défense et Sécurité Grenoble, Lyon, 1986

Résumé : L'analyse du désarmement pour le développement se propose de trouver une solution au paradoxe d'une production d'armes destinées à détruire alors que les besoins fondamentaux de Nations entières ne sont pas satisfaits. Il s'agirait donc d'un détournement de richesses, ce qui pose des problèmes à la fois économiques et politiques. La question de la sécurité internationale ne doit cependant pas être omise La question du coût d'opportunité de l'effort militaire est difficile à calculer, car les conflits ne s'arrêtent pas avec l'absence d'armes. Enfin, il est nécessaire de réfléchir à la relation entre désarmement et développement qui paraît tellement évidente à première vue, alors que sa mise en place produit des effets divergents entre les pays, sans pour autant améliorer la stabilité pacifique des relations internationales.

Summary: The analysis of disarmament for development aims to find a solution to the paradox of the production of weapons intended to destroy when the basic needs of entire Nations are not met. It would therefore be a misappropriation of wealth, which poses both economic and political problems. The question of international security should not be overlooked, however. The question of the opportunity cost of the military effort is difficult to calculate, as conflicts do not end with the absence of weapons. Finally, it is necessary to reflect on the relationship between disarmament and development that seems so obvious at first glance, while its establishment produces divergent effects between countries, without however improving the peaceful stability of international relations.

Mots clés : Désarmement, développement, dépenses militaires, aide internationale

Keywords: Disarmament, development, military spending, international aid

INTRODUCTION

par J. FONTANEL et J.F. GUILHAUDIS

L'idée d'un désarmement pour le développement répond à une exigence morale; il n'est pas juste de produire des armes de destruction alors que les besoins fondamentaux de nations entières ne sont pas satisfaits. La diminution des sommes engagées dans la défense favoriserait le financement d'activités civiles de première nécessité et permettrait le développement des pays les plus pauvres dans le cadre d'un transfert des ressources des pays riches armés, vers les pays du Tiers-Monde. Les dépenses militaires sont considérées comme étant improductives et donc comme un gaspillage des ressources. De ce fait, leur transfert vers des activités civiles ne pourrait avoir que des effets positifs sur le développement.

L'idée que les dépenses militaires constituent un détournement de ressources est inscrite dans la Charte des Nations Unies. En 1950, l'Assemblée Générale adopta une résolution ("la paix par les actes") dans laquelle elle affirmait que pour "réaliser la paix et une sécurité durables, il est indispensable de réduire au maximum le détournement des ressources humaines et économiques au profit des armements et de s'efforcer de développer ces ressources en vue du bien commun compte dûment tenu des besoins des régions insuffisamment développées du monde". Depuis cette déclaration, il y a eu de nombreuses études et propositions qui n'ont pourtant pas abouti à des résultats concrets.

Il existe quatre obstacles de nature différente à une réduction de l'effort de défense des Etats :

1) Le climat des relations entre les grandes puissances. Depuis

l'époque de la guerre froide, il est passé par des hauts et des bas mais n'a jamais été réellement un climat de confiance.

2) Une réduction homothétique des dépenses militaires ne conduit pas nécessairement au statu quo des forces en présence, étant entendu que le financement de l'effort militaire ne constitue qu'un élément parmi d'autres de la puissance et de la sécurité des pays. Une réduction négociée des dépenses militaires mal préparée peut conduire à des déséquilibres stratégiques dangereux pour la sécurité internationale.

3) Un effort de désarmement implique une connaissance même grossière des dépenses militaires des grandes puissances. Or, les estimations des dépenses de défense varient considérablement, du simple au double parfois. Un Groupe d'experts des Nations Unies a été réuni pour définir un concept homogène et des méthodes de comparaisons internationales des dépenses militaires, mais les réticences de l'Union Soviétique ont limité l'intérêt de cette étude (Nations Unies, 1985). Les Etats-Unis exigent d'avoir une bonne connaissance des dépenses militaires pour négocier. L'Union Soviétique affirme que ce qui empêche les négociations, c'est l'absence d'une véritable volonté politique des Etats-Unis de réduire les dépenses militaires (Fontanel, 1985). La situation semble actuellement bloquée.

4) Les causes de la course aux armements ne sont pas supprimées par le simple fait de négocier une réduction des dépenses militaires (Fontanel, 1985). Le désarmement doit se prolonger dans les domaines économique, stratégique et politique.

Trois principales questions sont posées lorsque l'on aborde la relation désarmement-développement économique. On peut les exprimer de la manière suivante :

1) Le beurre ou le canon? (coût d'opportunité des dépenses militaires en productions civiles);

2) Quelle somme faut-il dépenser pour obtenir un compromis entre le beurre et le canon susceptible d'apporter un degré de sécurité suffisant);

3) A quel pouvoir explosif correspond un dollar? ("bang for a buck" ou allocation efficiente des dépenses militaires pour acquérir une fonction de sécurité nationale optimale).

Les études rassemblées dans ce numéro apportent des éléments de réponse à ces trois questions. Sont abordées successivement: les conditions préalables pour engager un effort de désarmement; les précautions scientifiques et stratégiques à prendre; l'impact des dépenses militaires sur la conjoncture économique des pays développés et des pays en développement; l'importance des effets de l'effort de défense sur les structures des économies nationales; et, enfin, les propositions de désarmement pour le développement.

1. LES PREALABLES

Avant d'engager une procédure de désarmement pour le développement, il est nécessaire de connaître l'importance comparative des dépenses militaires dans le monde, les déterminants fondamentaux de ces dépenses et le lien entre désarmement et développement.

Hans Christian CARS considère que le lien entre le désarmement et le développement ne peut déboucher sur un véritable projet que si l'on est capable de connaître assez précisément les dépenses engagées dans l'effort militaire de sécurité. La poursuite des études sur la comparaison des dépenses militaires dans le monde est nécessaire, mais évidemment insuffisante. Il propose le développement de négociations à l'intérieur des Nations Unies et l'amélioration des procédures de vérification. Si les études techniques sont utiles, il faut aussi engager, en parallèle, de véritables négociations politiques.

Une réduction des dépenses militaires n'a de sens que si l'on connaît les déterminants de la course aux armements. Il serait en effet illusoire d'espérer contrôler les dépenses militaires si elles échappent même partiellement à la volonté des gouvernements. Dans ce cas, un accord de réduction des dépenses militaires ne pourrait pas être tenu. Jacques FONTANEL présente les hypothèses

qui ont été émises dans la littérature économique. Il met en évidence la complexité du problème et surtout la nécessité d'un approfondissement de ces études pour mieux comprendre les causes des conflits interétatiques et l'essor des dépenses militaires dans le cadre, notamment, d'un climat de relations détérioré entre les grandes puissances.

Si l'on est capable de comprendre les déterminants de la course aux armements, il faut aussi s'interroger sur l'influence des dépenses militaires sur les variables économiques et plus généralement sur le développement économique et social. Le tour d'horizon des thèses soutenues, proposé par Jacques Fontanel, conduit à deux conclusions essentielles : 1) il faut continuer les études empiriques qui, en s'affinant, débouchent sur des résultats de plus en plus compatibles, 2) les dépenses militaires exercent normalement, sauf cas particulier d'effets de domination ou d'aide étrangère, des effets plutôt négatifs sur le développement économique.

II. LES PRECAUTIONS SCIENTIFIQUES ET STRATEGIQUES

Les précautions à prendre dans la cadre d'une négociation sont évidemment nombreuses. Deux d'entre elles nous paraissent devoir être exposées. L'une concerne l'étude scientifique de la relation désarmement-développement, l'autre les informations statistiques qui devront être disponibles pour une négociation de réduction des dépenses militaires limitant les risques de déséquilibre.

Les méthodes utilisées pour l'analyse empirique des dépenses militaires sont souvent insuffisantes. C'est certainement pourquoi il y a eu tant de résultats contradictoires. Il est nécessaire de rappeler l'intérêt et les limites des modèles économétriques dans les analyses de course aux armements et de désarmement. C'est ce que fait l'article de SMITH et FONTANEL.

Une diminution des dépenses militaires ne peut pas se faire à partir d'ordres de grandeur, ni même globalement, sans établir des règles de réduction pour chaque type de forces. Il est certain que

si l'arme nucléaire constitue la plus grande menace stratégique du monde contemporain, c'est aussi la moins chère. Autrement dit, il est probable que pour une bonne décennie au moins, il serait possible de réduire les dépenses militaires des Grandes Puissances nucléaires sans diminuer pour autant les principales forces de destruction. Jacques FONTANEL et Ron SMITH soulignent l'excellent et inquiétant rapport qualité-prix des forces nucléaires. Le "bang for a buck" des forces stratégiques est nettement supérieur à celui des forces traditionnelles. Dans ces conditions, une réduction négociée des dépenses militaires devrait spécifier les types de forces concernés.

III. REFLEXIONS SUR L'ANALYSE ECONOMIQUE DE L'EFFORT D'ARMEMENT

L'analyse économique de l'effort d'armement porte sur les phénomènes conjoncturels et structurels. Il est intéressant de connaître l'impact des dépenses militaires sur la conjoncture des pays développés et sur la croissance des pays en voie de développement. Depuis une bonne décennie, l'un des thèmes les plus abordés concerne le caractère industrialisant des industries d'armement dans les pays du Tiers-Monde. Ces questions sont successivement abordées, de manière originale.

Jacques PERCEBOIS étudie l'influence des dépenses militaires sur l'économie française. Il souligne l'existence d'un effet négatif des dépenses militaires sur l'investissement via un effet d'éviction. Par contre, il ne trouve aucune relation empirique entre les dépenses militaires et le taux d'inflation ou la Production Intérieure Brute, malgré une formulation théorique élaborée.

José ENCINAS Del PANDO met en évidence l'interaction des variables économiques, politiques et militaires en Argentine, au Chili et au Pérou. Les dépenses militaires développent, sauf pour l'Argentine, de faibles effets multiplicateurs par rapport à l'investissement, la consommation gouvernementale ou les exportations (Brésil et Colombie inclus). En outre, l'effort de défense accroît l'instabilité et les tensions entre les Etats de la

réglon, il diminue les niveaux de productivité et favorise le développement de tensions inflationnistes. Les structures des trois pays contribuent à l'émergence d'une situation révolutionnaire, dans laquelle le facteur militaire est un des déterminants essentiels.

Jacques FONTANEL et José DRUMONT SARAIVA étudient, à la lumière des théories économiques existantes, la thèse de l'industrialisation induite par le développement des industries d'armement dans les pays en voie de développement. Ils réfutent cette thèse en s'appuyant à la fois sur les théories économiques existantes et sur les caractéristiques des industries d'armement.

IV. ANALYSE ECONOMIQUE DU DESARMEMENT

Le désarmement aura bien sûr une influence importante sur la conjoncture économique. Cependant, plus fondamentalement, il est probable que l'ensemble de l'industrie des pays producteurs d'armement et les orientations de la recherche-développement seront profondément modifiés.

Le désarmement n'aura pas seulement des effets sur la conjoncture économique. Il aura des incidences sur les industries d'armement, qui sont aussi généralement productrices d'activités civiles. Il faut donc préparer les économies et les firmes productrices d'armes à une reconversion. Nicole BALL en montre les difficultés et les enjeux.

Pierre DENIS et Pierre ARCQ considèrent que la conversion économique des industries d'armement est possible, à la lumière des leçons de l'histoire (Office of Economic Adjustment, plan-cadre des travailleurs de Lucas, propositions des Nations-Unies et du Rapport Thorsson). En outre, techniquement, il n'existe pas d'obstacle qui n'ait pas une solution. La conversion des activités militaires serait favorable, à terme, à l'ensemble de l'économie.

Ulrich ALBRECHT propose une réflexion sur l'impact d'un désarmement sur la recherche-développement. Il considère qu'il

n'est possible d'influencer la recherche-développement que si la situation internationale se caractérise par un haut degré de confiance entre les grandes puissances. Il est probable qu'il s'agit du point le plus sensible du désarmement, puisqu'une confiance mal placée peut conduire à des déséquilibres stratégiques rapides propices aux plus grands affrontements.

V. LES PROPOSITIONS

Les propositions de désarmement pour le développement ont été relativement nombreuses, mais elles se sont limitées à la taxation du commerce des armes, à la conversion des activités militaires et à la mise en place d'un Fonds International de Désarmement pour le Développement.

Jacques ABEN étudie en détail la proposition de taxation des ventes d'armes pour alimenter le développement. Il en montre les difficultés et le caractère souvent ambigu, dans la relation désarmement pour le développement.

Inga THORSSON propose un véritable plan de reconversion des activités militaires. Elle considère qu'il faut le plus rapidement possible se préparer à cette reconversion, de façon à utiliser au mieux les potentialités d'un accord. Elle propose par exemple l'établissement d'un Conseil du Désarmement et de la Conversion, la mise en place d'un Fonds central de conversion et la création, à l'intérieur de chaque firme d'armements, de Fonds locaux de conversion.

Jacques FONTANEL et Jean-François GUILHAUDIS étudient les possibilités de mise en oeuvre d'un Fonds International de Désarmement pour le Développement. La création d'un tel Fonds aurait un caractère profondément symbolique. Passant en revue les possibilités et les difficultés en insistant sur les différentes possibilités. Ils aperçoivent que le lien entre désarmement et développement n'est pas aussi évident que les Nations Unies semblent vouloir le dire.

Bibliographie

Aben, J. (1986), Désarmement, commerce des armes et développement, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Albrecht, U. (1986), Disarmament and R&D., in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Ball, N. (1986), Disarmament and industries, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Biad, A. (1986), La 3^{ème} Conférence des paries chargées de l'examen du TNP., in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Cars, C. (1986), First things should come first, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Chapal, P. (1986), Les réponses des pays européens à l'initiative de défense stratégique, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité.

Denis, P., Arcq, P. (1986), La reconversion, corollaire du désarmement, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Encinas del Pando (J.A.), The interaction of economic, political and military variables in Argentina, Chile, Peru, « Le désarmement pour le développement », Ares, Grenoble.

Fontanel, J. (1986), La détermination des dépenses militaires, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Fontanel, J. (1986), Dépenses militaires et développement économique, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Fontanel, J., Smith, R. (1986), The use of econometric models in the analysis of arms races and disarmament, in Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Fontanel, J., Smith, R. (1986), Le coût des forces nucléaires, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Fontanel, J., Drumond Saraiva, J. (1986), Industries d'armement et développement, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1986), Le Fonds international de désarmement pour le développement. Aspects économiques et politiques, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Guilhaudis, J-F. (1986), Travaux de la Commission du désarmement, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Guilhaudis, J-F. (1986), Travaux de la Conférence du désarmement, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Guilhaudis, J-F. (1986), la diplomatie du mégaphone, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Guilhaudis, J-F. (1986), La Conférence de Stockholm. Vers un compromis ? in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Guilhaudis, J.F. (1986), Le Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Jonge Oudraat, C. (1986), Chronologie, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Martenson, J. (1986), Les activités du département des affaires du désarmement de l'ONU, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Lyon.

Percebois, J. (1986), Dépenses militaires et croissance économique : effets d'entraînement ou effets d'éviction ? in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.

Thorsson, I. (1986), The possibilities for conversion, in « Le désarmement pour le développement », Ares, Défense et sécurité, Grenoble, Lyon.